

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

UN : Missambo passe momentanément le témoin à Taty Koumba

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

PAULETTE Missambo, présidente de l'Union nationale (UN) – telle une coureuse de relais – vient de passer le témoin à la vice-présidente du parti, Jeanine Taty Koumba, au terme d'une réunion du Bureau national qui s'est tenue le week-end écoulé. À en croire le communiqué de l'UN, il s'agit purement et simplement d'un intérim qui va correspondre à la durée de la Transition politique en cours.

Un modus operandi qui se justifie par le fait que seul le Congrès, unique organe habilité à entreprendre un changement "définitif" ou pas au sommet, peut mettre un terme aux fonctions de la "native de Mulundu". À y regarder de près, ce passage de flambeau, momentané, ne surprend guère les observateurs de la vie politique gabonaise. Mieux, on serait même tenté de le qualifier de "non-événement", pour reprendre l'expression abondamment utilisée par les militants du Parti démocratique gabonais (PDG) sous le magistère d'Ali Bongo Ondimba, président de

la République déchu depuis le 30 août dernier.

On peut comprendre que les nouvelles responsabilités de Paulette Missambo ne lui permettent vraiment pas de "suivre deux lièvres à la fois". A savoir gérer le Sénat de la Transition et parallèlement assurer l'animation quotidienne de son parti, l'Union nationale. En revanche, au regard du contexte marqué par une mise sous cloche des clivages politiques par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), il serait bon de s'interroger sur la nouvelle orientation de cette formation de l'opposition, sous l'ancien régime.

Pour l'heure, Paulette Missambo a été cooptée par les nouveaux tenants du pouvoir. Nul doute que d'autres militants intégreront les différentes instances de la Transition. Espérons que les



Photo: DR

Jeanine Taty Koumba vient d'être désignée intérimaire de Paulette Missambo, portée au pinacle du Sénat de la Transition.

"Unionistes" ne se laisseront pas aveugler par les "délices du pouvoir" et continueront de jouer le rôle de vigie et de sentinelle, comme ils le faisaient jusque dans un passé récent.

Conférence nationale inclusive : vers un nouveau pacte social

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES perspectives de la période actuelle sont définies. Celles-ci devraient se matérialiser notamment, si l'on s'en tient aux dispositions du Mémoire sur la Transition gabonaise, par la tenue dans les mois à venir "d'une grande Conférence nationale inclusive". Des assises devant regrouper "l'ensemble des forces vives de la Nation pour dessiner ensemble les contours d'un nouveau vivre-ensemble, plus démocratique et plus juste (...)". Pour ainsi dire, un nouveau pacte social à travers lequel se reconnaîtront toutes les composantes de la société afin de favoriser notre essor vers la félicité. D'autant que la marche vers celle-ci suppose véritablement l'engagement, en toute responsabilité et dignité de chaque citoyen. Une communauté de destins dans laquelle chaque Gabonaise et Gabonais, conscient de ses droits et obligations, mû par son talent, devra apporter sa pierre à l'édification de cette nouvelle société à laquelle de nombreux compatriotes aspirent. À en juger notamment par la liesse, l'enthousiasme et l'adhésion manifestés par les populations, sur toute l'étendue



Photo: Scott Ngokila

Pour les populations, la Conférence nationale inclusive à venir devra poser les jalons d'une nouvelle société.

du territoire national, lors de la prise effective du pouvoir par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le 30 août dernier.

Une prise de pouvoir synonyme d'espoirs et d'attentes pour de nombreux compatriotes, désireux d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire de notre pays sur des bases saines, solides et consensuelles. Bien loin des travers et autres dérives qui ont altéré, à leur grand désarroi, ces dernières années, la marche en avant de la Nation gabonaise. En étant guidés par le primat de l'intérêt général sur les avantages et autres privilèges individuels.

Il s'agira donc, espère-t-on, d'un changement de paradigmes plus que nécessaire au regard des enjeux auxquels est confronté notre pays.

Transition : le GFNSAT invite le CTRI à auditer toute l'administration publique

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

Le Groupement des forces vives de la Nation pour le suivi des actes de la Transition (GFNSAT), composé de plusieurs organisations de la société civile, a, samedi lors d'un point de presse, salué les mesures prises par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), depuis son arrivée au pouvoir. Le GFNSAT n'a néanmoins pas manqué d'inviter les militaires à ne pas tomber dans les travers du passé.

Jean-Robert Menie, le porte-parole de cette plateforme, a souligné que la prise de pouvoir par les militaires a posé les bases d'une nouvelle République. "Nous appelons de ce fait tous les Gabonais et les forces vives de la Nation à soutenir pleinement leurs efforts, tout en apportant des critiques constructives et des propositions concrètes". Non sans in-



Photo: AEE

Les membres du GFNSAT lors de leur point de presse samedi.

diquer la task force sur la dette intérieure comme l'une des mesures louables. Tout comme celles relatives à l'éducation et à la santé, etc.

Tout en invitant le CTRI à la rigueur dans la gestion de la chose publique, le GFNSAT a fait quelques suggestions. C'est ainsi que, par exemple, ses membres ont sollicité le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, pour élargir la mise en

place des délégations spéciales à toutes les collectivités locales. "Car, a insisté leur porte-parole, les conseillers locaux n'ont plus de mandat, il faut donc les remplacer sur l'ensemble du pays". Non sans conseiller au nouveau pouvoir que les mesures relatives à la gratuité de la scolarité soient mieux expliquées aux populations. De même, le GFNSAT invite le CTRI à lancer les audits dans toute l'administration publique gabonaise.